

**À QUELQUES JOURS
DE LA TRIPARTITE****La CAP fait l'éloge du pacte
économique et social**

Le président de la Confédération algérienne du patronat (CAP), Boualem M'Rakeche, ne serait pas contre une augmentation du salaire national minimum garanti (SNMG). C'est ce qui ressort de la conférence de presse de la CAP tenue hier à Alger. Le président de la CAP a, par ailleurs, souligné que la pacte économique et social «est une avancée pour l'Algérie». La CAP n'est pas contre l'augmentation du SNMG à condition qu'il y ait des garanties.

«Il faut créer les conditions indiciaires pour fixer un SNMG», soutiendra M'Rakeche. Tout en rappelant que l'entreprise est une entité sociale, M'Rakeche assure que le SNMG ne dépend pas des pouvoirs publics. Il évoquera les problèmes liés au pouvoir d'achat en soulignant que pour vivre décemment, il faut un minimum. Evoquant la tripartite du 29 septembre, le président de la CAP a certifié qu'un ensemble de propositions seront présentées lors de cette rencontre. M'Rakeche se dit disponible «pour un dialogue constant et régulier». Pour ce dernier, à chaque rencontre, la CAP formule des propositions pour l'ensemble des opérateurs. «Au cours de la dernière tripartite nous avons fait des propositions sur l'ensemble des questions relatives à l'entreprise. Un ensemble de formulations par rapport à ce qui existe pour éradiquer la fraude, le favoritisme, la corruption et la spéculation», explique M'Rakeche.

Dans ce sens, et parmi les cinq propositions prévues, M'Rakeche citera la création d'un observatoire de suivi dans l'objectif de résoudre tous ces problèmes. M'Rakeche, qui a vanté les mérites du pacte économique et social, estime que «c'est une avancée extraordinaire pour l'Algérie» même si «certains l'ont critiqué, moi je défie quiconque qui dirait que ce pacte n'est pas bon», dira M'Rakeche. Selon lui, «ce pacte a été assumé par la CAP». Par le biais de son président, la CAP demande à ce que le pacte économique et social soit appliqué à toutes les parties. «Il faut constitutionnaliser la participation des opérateurs économiques», indiquera-t-il. Et d'ajouter : «Nous demandons que ce soit un document législatif de droit, pour qu'il puisse être appliqué.»

En ce qui concerne le développement économique et social, la CAP propose la mise en place d'un conseil de stratégie nationale. «Il sera la source du développement et aura sûrement des effets bénéfiques pour l'Algérie», assurera M'Rakeche.

Aussi, la CAP ambitionne la mise en place d'un comité d'éthique qui aura pour effet de suivre l'évolution des entreprises et de les appeler à se conformer à la réglementation. Le président de la CAP a, par ailleurs, appelé à l'amélioration des capacités concurrentielles de l'entreprise, tout en notant que les décisions prises lors de la dernière tripartite sont des décisions attendues par l'entreprise. «Nous sommes pour la croissance économique», a-t-il tenu à affirmer en mettant l'accent sur la nécessité de valoriser le capital travail. Enfin, optimiste, M'Rakeche soulignera qu'il y a «une compréhension de nos propositions» qui seront discutées lors de la tripartite.

Wassila Z.

SELON TAYEB LOUH :**«La culture de préservation des biens
du secteur est occultée»**

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a appelé, hier, à «changer les mentalités» concernant la protection et la pérennité du patrimoine du secteur. «La préservation et l'entretien doivent être une culture pour les gestionnaires en vue de pérenniser les biens existant ou ceux qui seront réalisés», a déclaré Tayeb Louh.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - S'adressant aux cadres du secteur, le ministre dira que les comportements actuels laissent à désirer du fait que le patrimoine du secteur ne bénéficie pas de l'entretien et de la maintenance nécessaire à sa préservation. Pour le ministre, l'objectif d'une politique de maintenance et de préservation du patrimoine est de «réunir l'ensemble des moyens et de

définir les mécanismes de leur mise en œuvre afin de maintenir ou rétablir les éléments du patrimoine dans un état leur permettant d'accomplir leur fonction». Il s'agit, selon lui, de rechercher les voies et moyens d'assurer une maintenance efficace du patrimoine matériel. «Dans nos administrations et nos services publics, bon nombre de services publics négligent la préservation

du fait qu'elle est occultée des responsables et se trouve confiée à des agents», a dénoncé Tayeb Louh. Il dira avoir fait ce constat lors de ses déplacements sur le terrain auprès des organismes et des services centraux et locaux relevant du secteur, au niveau des différentes wilayas du pays. Le ministre annoncera, en outre, avoir décidé d'opérer un changement et d'instaurer «une culture en matière d'entretien dans les esprits des opérateurs à tous les niveaux sans exception aucune». Selon lui, «la mentalité qui s'intitule le public dans le jargon populaire doit

disparaître du lexique». Il dénoncera, par ailleurs, la négligence et le manque d'intérêt accordé à la question de la préservation. Le ministre recommandera aussi de prévoir lors de l'estimation de n'importe quel budget les frais d'entretien et de restauration.

Les principales missions, selon Tayeb Louh, est de sensibiliser les opérateurs, de cerner les responsabilités et d'aborder les axes en relation avec le thème de la préservation tels que la sécurité des biens et des personnes et les inventaires des biens.

F.-Z. B.

ABDELHAMID TEMMAR :**«Les réformes économiques
sont le fruit de rapports de force»**

L'aveu est de taille. Abdelhamid Temmar avouait hier que les réformes économiques étaient souvent le fruit d'un rapport de force. Le ministre de la Prospective, affirmant être devenu très pragmatique, estime que le dilemme que vit l'Algérie réside dans la dichotomie entre réformes et stabilité.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Abdelhamid Temmar, qui a revêtu hier le costume d'auteur en présentant un nouvel ouvrage, n'en a pas moins oublié de disséquer le système économique algérien. Face à des économistes pas toujours acquis à ses thèses, il expliquait hier toute la difficulté que semblent éprouver les décideurs à faire passer certaines réformes.

Pour Temmar, la croissance exige la stabilité, or «réformer, c'est justement déstabilisant». Ce qui justifie le dilemme des politiques qui doivent avancer en terrain miné pour, dit-il, ne pas briser le fil ténu qui risque de déstabiliser le social. Formel, Temmar considère que les facteurs de croissance économique sont également d'ordre politique. En Algérie, dira-t-il, il s'agit de passer d'une économie inefficace à un système qui fonctionne et qui produise de la croissance. Il dit s'étonner de ne pas retrouver



Photo : Samir Sid

Pour Temmar la croissance exige la stabilité.

dans les différentes analyses faites des allusions aux facteurs endogènes influant sur l'économie, car, estime-t-il, «ce qu'il faut, c'est une croissance endogène». Pour le moment, déplore-t-il, «nos décisions sont

prises en fonction des décisions des marchés externes. Nous sommes loin de l'économie qui fonctionne pour elle-même et par elle-même».

Le ministre dans la peau de l'écrivain s'est étonné qu'au nom de l'ouverture, l'Algérie ait abandonné la planification. Longtemps catalogué comme un ultra-libéral, Temmar a expliqué hier qu'il ne faisait pas de distinguo entre entreprises privées ou publiques, défendant la stratégie industrielle qu'il avait mise en place. Il expliquait hier encore que tout le ministère de l'Industrie était organisé autour d'un organigramme dédié à la stratégie industrielle qui, rappelle-t-il, a fait l'objet de sept réunions du gouvernement avant d'être débattu lors d'assises. «Est-elle appliquée partout de la même manière ? C'est difficile de l'affirmer mais la stratégie industrielle est toujours en cours», a-t-il affirmé au cours de la présentation du livre intitulé «La transition de l'économie émergente : références théoriques, stratégies et politiques» édité par l'Office des publications universitaires (OPU).

Un livre qui, dit-il, n'est pas consacré à la spécificité algérienne mais qui se veut un livre référence sur les économies émergentes.

N. I.

TRIPARTITE**La CNPA plaide la prise en charge des préoccupations du patronat**

Partie prenante de la tripartite du 29 septembre prochain, le président de la Confédération nationale du patronat algérien (CNPA) a indiqué que «la prise en charge des préoccupations du monde du travail passe par le règlement du problème de l'inflation, le contrôle du marché informel et la révision de la politique de soutien des prix, notamment les produits de large consommation». La déclaration a été faite lors de la réunion de travail avec les présidents des Unions professionnelles affiliées à la CNPA.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Selon le président du CNPA M. Naït Abdelaziz «l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs et la promotion de la production nationale seront au menu des préoccupations de la Confédération nationale du patronat algérien (CNPA) lors de la prochaine tripartite, prévue jeudi prochain.» «Nous allons nous pencher lors de cette tripartite sur l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs», a déclaré M. Naït Abdelaziz lors d'une réunion de travail avec les présidents des

Unions professionnelles affiliées à son organisation et dédiée à la présentation du memorandum de cette rencontre. Il a souligné, toutefois, que la prise en charge de ces deux préoccupations passe par le règlement du problème de l'inflation, le contrôle du marché informel et la révision de la politique de soutien des prix, notamment les produits de large consommation. Le conférencier a estimé, par ailleurs que la réduction des importations et la promotion de la production nationale constitueront égale-

ment le cheval de bataille de son organisation patronale lors de la prochaine tripartite (gouvernement-UGTA-patronat). «Nous attendons des pouvoirs publics de soutenir les entreprises qui essayent de survivre, afin de les relancer et de préserver ainsi les postes d'emplois», a-t-il ajouté. La question de la revalorisation salariale a été aussi évoquée par le président du CNPA qui a souligné à ce sujet que la décision revient au gouvernement quant à son augmentation, affirmant que la CNPA soutient cette revendication. La CNPA regroupe six Unions professionnelles opérant dans les secteurs du bâtiment, du transport, de la plâtrerie, du textile et cuirs, de l'agroalimentaire, et de l'énergie. Par ailleurs, il y a lieu de noter que le gouvernement a proposé 8 dossiers à inscrire à l'ordre du jour des travaux de la prochaine tripartite. Parmi ces

questions, on peut citer notamment l'évaluation et l'examen des conclusions des groupes de travail issus de la dernière tripartite économique pour «améliorer l'environnement économique», sachant que ces groupes de travail ont été installés au niveau de plusieurs ministères dont ceux du Travail, des Finances, de l'Habitat, de l'Industrie et de la Promotion de l'investissement. L'ordre du jour de la tripartite comprend, en outre, les dossiers ayant fait l'objet, avant la dernière tripartite, d'examen et de décisions, à savoir : le pacte national économique et social et les mutuelles sociales ainsi que le dossier relatif à l'amélioration et la promotion de la production nationale. Le dossier des retraites sera, par ailleurs, étudié lors de cette tripartite, notamment dans son volet relatif au pouvoir d'achat de cette catégorie de la société.

A. B.

PROGRAMME DE LA TRIPARTITE**«La feuille de route a été transmise aux
parties concernées», selon Tayeb Louh**

S'adressant, hier, à la presse en marge de la rencontre sur la préservation du patrimoine du secteur, Tayeb Louh a déclaré que le programme de travail a été transmis il y a de cela deux jours aux parties participantes. Le ministre a déclaré que le gouvernement a proposé un programme de travail comportant huit points.

Il s'agit notamment de l'évaluation et des discussions sur les résultats du groupe de travail de la précédente tripartite économique, du pacte économique et social et des mutuelles sociales. Seront aussi abordés, selon le ministre, les thèmes relatifs à l'amélioration de la production nationale, le dossier des retraites et du pouvoir d'achat des retraités ainsi que du pouvoir d'achat en général. «Il faudra trouver des mécanismes à même de protéger le pouvoir d'achat des retraités», a souligné Tayeb Louh.

L'autre thème abordé par la tripartite est relatif à la représentation syndicale au niveau du secteur économique. Le ministre notera, par ailleurs, qu'il s'agit d'un programme de travail provisoire appelé à être enrichi. Pour ce qui est de l'IRG, il dira qu'il sera étudié dans le cadre du point relatif au pouvoir d'achat.

F.-Z. B.